

Brochure n° 3085

Convention collective nationale  
IDCC : 16. – **TRANSPORTS ROUTIERS  
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

ACCORD DU 4 OCTOBRE 2017  
RELATIF AUX DISPOSITIONS SUR LA DURÉE DU TRAVAIL ET REPOS

NOR : ASET1751029M  
IDCC : 16

---

Entre  
UNOSTRA  
FNAA  
FNTS  
FNAP  
OTRE  
TLF  
CNSA  
CSD  
FEDESFI  
FNTV  
FNTR  
FEDIMAG

D'une part, et

FGTE CFDT  
SNATT CFE-CGC  
FNST CGT  
UNCP FO  
FGT CFTC

D'autre part,

Considérant les négociations tenues lors de la réunion du 4 octobre 2017 entre les partenaires sociaux du transport routier et des activités auxiliaires du transport et les représentants des ministères des transports et du travail ;

Considérant les dispositions relatives à la durée du travail et de repos figurant dans le code des transports,

Les partenaires sociaux conviennent ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Travail de nuit, dimanches et jours fériés*

Les parties signataires s'engagent à réviser les articles 7 *bis*, 7 *ter* et 7 *quater* de la CCNA I et l'ensemble des différents dispositifs conventionnels en vigueur relatifs au travail de nuit, de manière à intégrer ces éléments dans les salaires minimaux hiérarchiques. Les éléments de rémunération compensant le travail de nuit, les jours fériés et les dimanches seront désormais partie intégrante de ces salaires minimaux hiérarchiques. La renégociation se fera à montants inchangés.

### **Article 2**

#### *Amplitudes, coupures et vacations*

Le secteur des transports routiers est soumis aujourd'hui à un régime de travail spécifique, notamment en ce qui concerne l'amplitude de travail. Les partenaires sociaux conviennent que les entreprises devront continuer d'appliquer les minima de rémunération liés aux amplitudes, coupures et vacations tels que définis par accords de branche, dans le cadre légal et réglementaire adéquat (code des transports).

### **Article 3**

#### *Garanties de salaires et rémunérations mensuelles et/ou annuelles*

Ces garanties entrent dans le champ d'application de l'article L. 2253-1 du code du travail. Les parties signataires constatent qu'il n'y a pas lieu d'apporter de changement aux modalités actuelles de leur fixation au niveau de la branche.

### **Article 4**

#### *Treizième mois (TRV, codes NAF 4939 A et 4939 B et transport de fonds et valeurs, code NAF 8010Z)*

Les parties signataire relevant du secteur du transport de voyageurs (TRV) et de transport de fonds et valeurs s'engagent à réviser leur convention collective de manière à intégrer le 13<sup>e</sup> mois dans les salaires minimaux hiérarchiques qui tiennent compte de l'ancienneté pour le secteur du transport routier de voyageurs. À ce titre, il fera désormais partie intégrante de ces salaires minimaux hiérarchiques sans changement des modalités de versement.

Pour les salariés bénéficiant d'une rémunération supérieure aux minima, les organisations patronales signataires s'engagent à faire une recommandation visant à verser ce treizième mois sur la base du salaire réel.

### **Article 5**

#### *Frais professionnels*

Les parties signataires prennent acte de l'engagement de l'État de maintenir le régime social et fiscal, spécifique à la branche des transports routiers et des activités auxiliaires tel que défini dans le protocole relatif aux frais de déplacement du 30 avril 1974.

### **Article 6**

#### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 7**

### *Dépôt et publicité*

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail. Cette demande d'extension sera traitée dans les meilleurs délais.

Fait le 4 octobre 2017.

(Suivent les signatures.)